

LES ECHOS DE SAINT-MAURICE

Edition numérique

Documents. Des faits, des dates et
des chiffres. Affaires religieuses.
Sociologie. La Politique

Dans *Echos de Saint-Maurice*, 1907, tome 9, p. 311-315

© Abbaye de Saint-Maurice 2010

DOCUMENTS

DES FAITS

DES DATES & DES CHIFFRES

Affaires religieuses

Instructions pratiques. — La Congrégation du Saint-Office résume comme suit à l'adresse des Ordinaires des diocèses et des supérieurs ecclésiastiques les instructions de la dernière encyclique contre le modernisme :

« Que les intéressés se rappellent d'abord qu'il est nécessaire, soit dans les séminaires pour les clercs séculiers, soit dans les Universités, lycées, gymnases, collèges et autres institutions d'éducation d'enlever la formation des jeunes gens aux directeurs et maîtres convaincus ou notoirement suspects d'adhésion aux erreurs proscrites par le décret *Lamentabili sane exitu*.

Il sera également nécessaire d'interdire, surtout aux élèves des séminaires et en général à tous les ecclésiastiques, de s'abonner aux périodiques qui défendent ouvertement ou insinuent discrètement ces nouveautés erronées, ou d'y donner la moindre collaboration. Qu'on ne s'écarte pas de cette règle, même pour des raisons qui paraîtraient graves, sans l'autorisation de l'Ordinaire.

« Enfin, il sera sage de différer ou même de refuser absolument l'ordination à ceux qui, ce qu'à Dieu ne plaise, seraient imbus des nouvelles erreurs et ne consentiraient pas à les réprouver et à les rejeter loyalement. »

Le nouvel archevêque de Bologne — Le Pape vient de nommer Mgr della Chiesa archevêque de Bologne.

Ce retour inattendu sur une décision qui, la veille, avait délégué Mgr della Chiesa, substitut du Secrétaire d'Etat, à la nonciature de Madrid, autant que le choix de sa personne pour le siège de Bologne, donne, paraît-il, à cette nomination une signification toute particulière. Bologne, ville de première importance dans l'Italie politique et sociale d'aujourd'hui, est devenu au point de vue religieux un des centres du mouvement moderniste. Pie X, dit-on, a voulu lui donner un pasteur d'une stricte orthodoxie et d'une rare fermeté.

Une mort. — Le cardinal Steinhuber est mort le 15 octobre à Rome. Avec lui, les Jésuites perdent leur unique cardinal et l'Allemagne son cardinal de curie.

Sociologie

Le Congrès socialiste de Vienne. — Les audaces de l'anti-militarisme aux récents congrès de Nancy et de Stuttgart soulignent trop profondément la prudence des socialistes autrichiens pour qu'on se puisse dispenser de signaler au moins les solennelles assises qu'ils viennent de tenir à Vienne.

On sait la force redoutable de la « Social-Démocratie » en Autriche. Elle doit cette force aux succès qu'elle a remportés aux dernières élections législatives. Elle compte en effet aujourd'hui 87 des siens sur les bancs du Reichsrath.

Le congrès que le parti socialiste autrichien avait organisé à Vienne et qui a clos ses travaux le 6 de ce mois d'octobre s'est plus particulièrement intéressé à certaines questions d'ordre intérieur (habitations ouvrières, cotisations, travail à domicile.) en évitant soigneusement tout débat susceptible d'inquiéter le sentiment national.

Contre le Socialisme. — Eu réponse à la campagne formidable menée dans toute l'Angleterre par le parti socialiste, les clubs conservateurs ont adopté, eux aussi, un vaste plan de propagande en vue des élections législatives de 1910.

Ce plan doit entrer incessamment en voie d'exécution. A cet effet, une commande colossale de tapisseries automobiles, de phonographes géants et surtout de lanternes immenses, vient d'être faite. Ce matériel servira aux cinq mille conférences diurnes et nocturnes qui forment la première partie du programme.

Et le parti libéral ne semble pas moins résolu que les conservateurs à combattre la propagande socialiste. Tout dernièrement,

six ministres, dont le sous-secrétaire d'Etat à la Guerre, parcouraient simultanément ! le pays, en tournée de conférences.

Un apôtre social. — Les paysans des bords du Rhin viennent de perdre en la personne de l'abbé Georges Dasbach, mort récemment à Bonn, un défenseur aussi éloquent que dévoué de leurs intérêts matériels.

Fondant des banques agricoles, créant des sociétés d'assurances, toujours plaidant la cause des travailleurs et des pauvres, l'abbé Dasbach a consacré ses vingt-cinq dernières années à un apostolat difficile entre tous. Spectateur indigné des ravages de l'usure autour de lui, il s'appliqua surtout à en dénoncer les honteux trafics — et la question lui fournit notamment la matière d'un opuscule qui, sous le titre *l'Usure au pays de Trêves*, fit grand bruit en son temps.

La Politique

Contre l'Antimilitarisme. — En France, l'autorité s'est enfin décidé à désavouer formellement la propagande, devenue par trop audacieuse, de la bruyante minorité antimilitariste.

Du discours prononcé par M. Clemenceau au cours de la toute récente inauguration, à Nancy, de la statue de l'ancien ministre René Goblet, nous détachons ces significatives et très opportunes paroles :

« Pour avoir oublié le principe même dont elle fit abus contre d'autres, Athènes à son tour allait succomber et, avec Athènes, la merveilleuse floraison des intelligences qui ne pouvait durer que par la protection des armes... C'est la grande douleur de ce temps, messieurs, qu'il soit aujourd'hui nécessaire à des Français de parler pour la France, pour la patrie. Il nous faut cependant subir cette humiliation, puisque des Français parricides n'ont pas craint d'annoncer, dans leur démente, qu'ils choisiraient l'heure où l'existence de la nation elle-même serait mise en péril pour se ruer en armes contre leurs concitoyens et collaborer avec l'étranger à l'écrasement de leur pays natal. La doctrine, si l'on peut appeler d'un tel nom un si monstrueux délire, n'a réalisé que depuis peu cette répugnante précision... Messieurs, ne nous donnons pas le ridicule de laisser croire que nous avons pu un seul instant redouter sérieusement les effets d'une propagande criminelle. Seulement, gardons-nous d'oublier qu'il faut vivre d'abord, nous maintenir dans notre force et dans notre volonté contre toute entreprise des brutalités survenantes, sans quoi les ambitions ne seraient que des rêveries d'impuissance ».

Notons que ce formel désaveu n'est d'ailleurs pas purement verbal, tant s'en faut. Sur les ordres du Gouvernement, la Police traque maintenant et combat sans pitié les apôtres de l'antimilitarisme. La Justice, de son côté, leur est assez peu tendre — et hier encore la Cour d'assises de la Seine prononçait contre une poignée d'entre eux une condamnation excessivement dépourvue de mansuétude.

Politique allemande. — Un remaniement d'importance s'est produit les premiers jours d'octobre dans le haut personnel gouvernemental de l'Empire allemand. Le statthalter d'Alsace-Lorraine, prince de Hohenlohe, ayant obtenu une mise à la retraite qu'il sollicitait en raison de son âge avancé, le comte de Wedel a été promu de l'ambassade de Vienne au gouvernement des Provinces annexées. Il sera remplacé à la cour d'Autriche par M. de Tchirsky. Celui-ci, qui n'aura donc fait qu'un stage de quelques mois au secrétariat des Affaires étrangères, a lui-même pour successeur à Berlin M. de Schœn, ambassadeur à Petersbourg et ancien conseiller d'ambassade près le Gouvernement de la République française.

On a prétendu que cette nomination de M. de Schœn à un poste aussi considérable pourrait bien être un acheminement à la succession, que chaque matin des malveillants disent ouverte, de M. de Bülow.

La Question austro-hongroise. — Car il y a une question austro-hongroise. Les augures qui font la politique européenne la disent même si grosse de dangers pour la paix du monde qu'il n'est plus permis aujourd'hui d'en ignorer les données essentielles.

Devant l'Étranger, l'Autriche et la Hongrie ne sont qu'une seule nation, qui n'a qu'une armée et qu'un ministre des Affaires extérieures. En deçà de leurs frontières, elles sont deux nations dont chacune a ses lois, son parlement, son administration.

L'union des deux peuples est fondée sur un traité — le fameux « Compromis » — signé en 1867 et renouvelable de dix ans en dix ans. En 1877, d'abord, puis en 1887, on s'entendit à nouveau sans trop de mal. Mais on ne s'entendit pas du tout en 1897 : les Autrichiens prétendaient que les Hongrois s'enrichissaient trop vite et qu'il était juste qu'ils versassent dans la caisse commune une quote-part supérieure à celle accoutumée. On se contenta dès lors d'une entente renouvelée d'année en année par des ordonnances impériales. Système détestable qui laissait en suspens les discussions les plus irritantes. Il fut surtout question d'élever une barrière douanière entre les deux peuples. Qu'allait-il donc advenir de l'union de deux pays dont l'entente importe au premier chef à la paix de l'Europe ?

Cependant, il avait été convenu en 1902 que l'unité douanière serait maintenue au moins jusqu'en 1907. Or, les négociations réouvertes cette année à ce sujet ont — non sans peine ! — heureusement abouti. Cette question de douane, primordiale en l'espèce, ainsi réglée, l'Autriche et la Hongrie viennent de signer un nouveau bail qui prolonge pour longtemps l'existence commune.

De cette nouvelle entente, on sait que la quote-part de la Hongrie dans les dépenses communes est légèrement augmentée et que les Hongrois obtiennent en retour le droit de négocier pour leur propre compte tels traités de commerce qu'il leur plaira.

Mais l'essentiel, pour la Suisse toute voisine aussi bien que pour les grandes puissances, est que le péril soit écarté, dont la discorde austro-hongroise menace l'instable équilibre de l'Europe.